

LES EMPIRES NE VEULENT PLUS MOURIR

Jean-Charles Besson

Les empires
ne veulent plus mourir

Essai

Éditions Persée

Consultez notre site internet



© Éditions Persée, 2020

Pour tout contact :
Éditions Persée – Centre Chester Carlson, ZAC du Moulin des Landes
2 rue Gutenberg, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire
www.editions-persee.fr

I

AVANT-PROPOS

Leningrad – 1991

En ce début d'été, les longues soirées de solstice permettent d'apprécier, jusqu'à très tard, la magnificence de cette ancienne capitale impériale (et aussi, à cette époque, berceau de futurs dirigeants russes), pour laquelle la décision récemment prise de redevenir Saint-Pétersbourg n'est pas encore effective. Elle ne le sera que début septembre.

Grace à la courtoise bienveillance de nos partenaires du Centre de recherche qui nous reçoit, nous bénéficions, le soir venu, de toutes facilités pour en découvrir les trésors.

Chacun s'interroge sur les mutations en cours, non sans une pointe d'inquiétude pour les plus anciens face à l'incertitude du lendemain. Toutefois, ces craintes furent rapidement apaisées, notamment pour ceux de nos interlocuteurs qui répondirent aux sollicitations d'universités américaines.

Les plus jeunes, quant à eux, souscrivent à l'idée d'un recentrage national, s'appuyant, ici, sur la Fédération de Russie. Un même courant agite les autres républiques soviétiques.

Car de toutes parts, le socle sur lequel repose la grande URSS semble ébranlé. L'empire vacille. L'éclatement devient inéluctable.

Vingt ans plus tard, la Russie est redevenue une grande puissance planétaire...

II INTRODUCTION

Les empires ne veulent plus mourir. Alors qu'on les croyait moribonds ou à tout jamais disparus, voilà qu'ils resurgissent. De partout, ou presque. Ils redessinent un grand jeu planétaire, bouleversant les schémas traditionnels.

Dans un monde où les amis de nos ennemis cessent d'être les ennemis de nos amis, l'opportunisme des acteurs, le recours à de prétendus droits historiques ou la manipulation de grands principes universels mettent à mal toute vision manichéenne.

Les empires sont de retour et avec eux, le choc des ambitions.

En fait, ils n'ont jamais voulu mourir, mais le partage de Yalta, et le monde bipolaire qu'il avait généré, les avait, semble-t-il, enterrés.

De leur renaissance émerge un monde multiple, dans lequel la compétition prime sur la coopération.

Cet affrontement des aspirations planétaires ou régionales se nourrit de discours à fronts renversés. Telle république populaire se fera le chantre du libre-échange. Telle démocratie parlementaire en appellera au devoir d'ingérence, faisant fi du principe de souveraineté des états.

Les incertitudes, que fait planer cet éclatement des menaces, mènent à une course aux armements d'une ampleur spectaculaire. De celle-ci émergent de nouveaux protagonistes, dont l'effort en matière de défense conjugué à une volonté de puissance ne manquent pas d'inquiéter.

Avec ce retour des empires se tissent toutes sortes d'alliances qui, loin de se réduire à un simple alignement sur des croyances et des idéologies communes, complexifient la recherche de solutions éthiques.

L'Histoire restant la Géographie, le voisinage difficile est toujours d'actualité, y compris pour des peuples au vécu commun, fournissant ainsi des terrains d'affrontement où s'invitent grands et petits.

Et une nouvelle fois chacun présente un argumentaire pour légitimer son action, qu'il s'agisse de modifications de frontières au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'interventions hostiles dans des pays tiers qu'impose le devoir de protection des populations, de barrières commerciales motivées par des normes environnementales, de dumping que la liberté de commercer ne saurait entraver...

En clair, la complexité de notre monde ne peut se satisfaire de visions partielles et partiales. Pas plus que d'une mise en avant de sentiments généreux, ou présentés comme tels, qui peuvent, dans une sorte d'abstraction de réalités, conduire aux pires désordres.

« Il est courant de voir les bonnes intentions, si elles sont conduites sans modération, pousser les hommes à des actes très condamnables. » Montaigne – Les Essais, adaptation en français moderne André Lanly, Editions Gallimard.

*
* *

Le propos de cet ouvrage est de jeter un regard sur les motivations de certaines nations à vouloir maintenir ou retrouver un statut impérial.

Nos investigations porteront sur ces volontés hégémoniques qui, au fil des siècles, ont transcendé les cultures et les latitudes.

Nous les conduirons, avec pour simple outil la curiosité qu'alimentent les sources de la connaissance accessibles au plus grand nombre, ainsi que la conscience de l'existence d'une humanité plurielle tant dans l'espace que dans le temps.

De la liste des empires, ou des formes d'impérialismes, ayant existé dans le passé, notre attention ne se portera que sur ceux dont les héritiers d'aujourd'hui peuvent être considérés comme des « états-puissances ».

Nous avons identifié onze pays : la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie, la Russie, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et le Japon.

Cette liste comprend les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, dix membres du G20, les sept premiers budgets militaires, les sept premiers PIB (nominal), les trois états les plus peuplés, et concernant la superficie trois pays parmi les quatre plus vastes.

Nous n'aborderons que des nations qui nous semblent être actuellement sur le devant de la scène internationale, et qui ont à une certaine période de leur histoire occupé un rang planétaire prééminent. Nous ne parlerons donc pas, par exemple, de l'Autriche-Hongrie, ni des Empires Mongol, Mandingue ou Inca, et pas non plus de l'épopée Viking ou de l'apport historique de la Mésopotamie.

Conséquence de ce choix arbitraire et contestable, figurent, entre autres, plusieurs « oubliés » de marque :

- L'Italie, dont la capitale, « Ville éternelle », fut fondatrice d'un grand empire, et qui est aujourd'hui un pays, sur les plans démographique et économique, comparable à la France et au Royaume-Uni,

- L'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal anciens détenteurs de vastes empires coloniaux,

- L’Egypte, héritière d’un empire plurimillénaire prestigieux, pays le plus peuplé – près de 100 millions d’habitants – de la Méditerranée et du monde arabophone,

- La Grèce, celle d’Athènes, Alexandre et Byzance,

- Le Mexique, territoire de grandes civilisations mésoaméricaines (olmèques, mayas, aztèques...),

ainsi que des membres du club des « grands émergents » qui n’ont pas encore été cités, à savoir le Brésil et l’Afrique du Sud... et d’autres puissances nouvelles ou anciennes, telles le Nigeria et l’Indonésie, riches de différents acquis civilisationnels et pourvues de vastes territoires, qui pèsent démographiquement et économiquement dans leur espace régional.

Le thème du prochain chapitre (Chapitre III – « Des modes de domination »), sera consacré aux formes d’assujettissement des peuples ayant eu cours à certaines périodes.

Puis, notre attention se portera sur le passé des onze états-puissances identifiés, afin d’y rechercher les ressorts historiques de leurs comportements actuels (chapitre IV – « L’empreinte des empires »).

De cette analyse émergera une typologie de puissance impériale qui sera développée aux chapitres V (« Les empires planétaires »), VI (« Les empires régionaux ») et VII (« Les empires éphémères »).

III DES MODES DE DOMINATION

« Non au colonialisme, au néo-colonialisme et à l'impérialisme »

Alger – septembre 1973. En cette chaude fin d'été, l'Algérie accueille la quatrième Conférence des pays non-alignés.

Le voyageur, dont la voiture emprunte le tracé de l'ancienne « route moutonnaire » reliant l'aéroport de Dar el Beida à Alger pour se rendre au Palais des Nations, lieu de la conférence, passe sous un certain nombre de banderoles de bienvenue. Celles-ci célèbrent cette réunion planétaire, qui regroupe plusieurs dizaines de nations affirmant refuser l'alignement sur le bloc russe (« soviétique ») ou américain (« occidental »). Elles fustigent le colonialisme, le néo-colonialisme, et l'impérialisme.

Cette conférence montrera, d'ailleurs, les limites de l'unité de peuples censés représenter un monde tiers, théoriquement non-aligné sur aucune des deux grandes puissances mondiales, ce qui n'était pas, en fait, le cas de tous les participants.

Ce mouvement s'était constitué par la volonté de chefs d'état influents tels que Nasser pour l'Égypte, Nehru pour l'Inde, Tito pour la Yougoslavie qui refusaient l'allégeance à l'une des deux superpuissances. Né sous la guerre froide, voire de la guerre froide, le mouvement prit substance lors de la conférence de Bandung en 1955.

Pour promouvoir les intérêts économiques et politiques des pays en développement, un groupe de 77 pays s'était constitué, en 1964, lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce

et le développement (CNUCED). Trois ans plus tard, par la Charte d'Alger, ils se doteront de structures institutionnelles.

C'est dans cette même ville qu'en 1973 se réuniront les non-alignés, à l'union fragile. Les semaines suivantes verront surgir, à l'issue de la guerre du Kippour (ou du 10 Ramadan) ce que l'on a appelé le premier choc pétrolier.

Ce mouvement tiers-mondiste illustre, en quelque sorte, la rupture avec les trois formes d'hégémonismes : colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme.

Mais au fait, que signifient ces termes ? Reflètent-ils une vérité passée et uniquement contextualisée, ou au contraire toujours présente sous des formes différentes ? Les matérialités qu'ils recouvrent sont-elles le fait de rapports de domination liés à une époque, un peuple (voire un groupe de peuples semblables) ou au contraire se pérennisent-ils au travers des civilisations et des modes de développement ?

Colonialisme

L'étymologie couramment admise veut que colonialisme soit issu du mot, d'origine latine, colonie : « les romains créaient des colonies en établissant des populations sur des terres qu'ils cultivaient. »

Une courte enquête auprès de latinistes n'établit pas l'évidence de l'existence du terme colonialisme dans l'antiquité romaine.

Le mot serait apparu bien après.

Il se réfère à la création d'établissements par une nation sur une terre étrangère, conduisant à la possession de tout ou partie de cette dernière. De plus, à la différence du mot colonie, l'utilisation du mot colonialisme étant historiquement et géographiquement très cadrée, la nation en question semble ne devoir être qu'européenne.

Il est vrai que la « découverte » de l'Amérique a provoqué un réel choc des cultures entre d'une part, une civilisation qui entrait dans l'époque moderne – maîtrisant l'usage de la poudre – et d'autre part celle d'un monde antique.

Ce choc inter civilisationnel fut plus clivant que les conflits asymétriques actuels, car dans ces derniers, malgré la disproportion de moyens, toutes les parties vivent technologiquement à la même époque (celle des ordinateurs/tablettes/mobiles), les « petits » n'étant pas les derniers dans la maîtrise du hacking ou l'utilisation du darknet.

Une autre étymologie évoquée par certains, mais généralement considérée comme erronée, serait que le mot colonialisme dériverait de Colon, en l'occurrence de Cristobal Colon, nom que les espagnols donnèrent au marin génois Cristofori Colombo, le « Christophe Colomb » des francophones.

Pure coïncidence, sans doute, que le terme de colonialisme soit habituellement réservé à la présence hégémonique de peuples européens sur des territoires non-européens, et que cette saga ait débuté en Amérique.

En fait, cette terre « inconnue » que Colomb découvrit sans le vouloir, n'était pas ignorée de tous, à commencer par les peuples qui l'habitaient. Découverte pour l'un, rencontre pour l'autre...

La population indigène n'y résista pas, malgré les dénonciations répétées de Bartolomé de Las Casas des exactions commises contre celle-ci, ainsi que les déclarations de la reine Isabel de Castille pour qui les indiens étaient des sujets comme les autres :

« ... et ne tolèrent pas qu'en ces lieux les Indiens... subissent des dommages dans leurs personnes et leurs biens ; de plus j'ordonne qu'ils soient bien et justement traités. Et si quelque grief a été reçu, qu'il y soit porté remède... » Testament de la Reine Isabel de Castille (23 novembre 1504).

Le commerce triangulaire suppléa à cette disparition par l'apport de population africaine. Les puissances européennes de

l'époque se lancèrent dans une traite d'esclaves qui les conduira à déplacer vers l'Amérique environ dix millions de personnes achetées (par un système de troc) en Afrique, où cette activité était, comme sous d'autres cieux, endémique. Soit un nombre comparable à celui estimé pour la traite d'esclaves à destination du monde arabe commencée plusieurs siècles auparavant, et qui semble s'être poursuivie jusqu'au XX^e siècle, si l'on se fie à la relation qu'a fait le romancier-reporter Joseph Kessel de ses voyages sur les côtes orientales de l'Afrique.

La conquête coloniale, qui serait par essence européenne, peut s'analyser comme comportant deux périodes.

Une première, consécutive à la « découverte » de l'Amérique, et centrée sur ce continent, évoquée précédemment. Puis une seconde plus tardive, qui pris son essor au XIX^e siècle, et se caractérise par le double phénomène :

– de la fin de l'esclavagisme, sous les coups de boutoir des idées des Lumières, de l'action d'hommes illustres tel Josiah Wedgwood (1730-1795), industriel anglais abolitionniste, ou Victor Schœlcher (1804-1893) initiateur, en France, du décret d'abolition de 1848.

– de la pénétration des européens au cœur de l'Afrique, continent avec lequel ils n'avaient développé qu'un commerce côtier, ainsi qu'une présence plus affirmée sur d'autres continents.

Cette exploration-conquête fut, en partie, sous-tendue par l'idée d'apporter sur d'autres continents le fruit des mutations techniques et civilisationnelles récentes des pays développés.

La réalité fut celle d'administration directe ou indirecte de territoires, de développement d'infrastructures et d'activités économiques souvent en relation avec la métropole. L'apport des valeurs universelles se fit à pas comptés, leur champ d'application ayant été initialement circonscrit à l'univers de l'entre-soi.

Cet expansionnisme fut, à son époque, l'objet de controverses, notamment en France entre Jules Ferry, à l'apport indéniable en matière d'instruction publique, favorable à cette politique, et

Georges Clémenceau, le « Père la Victoire » de 1918, opposé à la colonisation car réfractaire à l'idée de race supérieure. L'Angleterre connut le même débat.

Sautons quelques décennies...

En pleine guerre froide, la définition du mot colonie s'est enrichie, à l'initiative de l'Union Soviétique d'une précision de taille. Le terme de colonialisme ne pouvait s'appliquer à l'extension d'un pays dans de nouveaux territoires tant qu'il y avait continuité territoriale.

La Russie soviétique et pré-soviétique, ne pouvait être accusée de colonialisme pour sa conquête de l'Est jusqu'au Pacifique. Pas plus, de ce fait, que les Etats-Unis pour avoir repoussé leurs frontières vers l'Ouest, jusqu'à ce même océan.

Suivant cette définition, les conquêtes territoriales, et la soumission des peuples autochtones, en l'absence d'expédition outre-mer, ne relèvent pas du colonialisme, bien qu'elle puisse en adopter les mêmes formes.

Néocolonialisme

Il est un fait que les puissances impériales et/ou coloniales, de toutes tailles, se résolvent mal à la perte de territoires qu'elles considèrent comme leur propriété.

Après les premières indépendances de colonies, les tentatives pour revenir à l'ordre préexistant sont apparues afin de reprendre les terres perdues, par la reconquête militaire. Ainsi les anglais envahirent à nouveau les Etats-Unis, sous un prétexte d'obligation d'union contre la France, au début du XIX^e siècle. Ils prirent même Washington incendiant la Maison Blanche en 1814, puis conclurent une paix, renonçant alors définitivement à toute nouvelle intervention en Amérique du nord.